

Stéphanie Ravat
CGFP

Le climat : un bien public mondial

Au-delà de l'impact économique de la crise sanitaire, nous sommes face à deux défis bien plus grands et globaux auxquels le vieux système néolibéral est incapable de répondre : le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

Nous savons pertinemment que cette catastrophe pour la planète et pour l'humanité devient irréversible et qu'aucune réponse au niveau national ne suffira. Les émissions carbonées d'un nouveau complexe industriel au Luxembourg n'impacteront pas seulement les gaz à effet de serre au Luxembourg, puisque le CO₂ ne s'arrête pas aux frontières, mais la quantité globale d'émissions de CO₂. Parallèlement, le Luxembourg aura beau, à son niveau, développer la mobilité douce et interdire les pesticides, l'effort individuel de chaque Etat ne suffira pas à enrayer la catastrophe.

A l'inverse, chaque effort individuel d'un Etat en faveur des énergies vertes ne bénéficie pas seulement à cet Etat et à sa population mais à l'ensemble du monde. Par conséquent, les efforts en faveur du développement durable ne devraient pas être assumés par les seuls Etats qui ont pris la mesure du danger à venir mais de façon beaucoup plus globale, au-delà des frontières et des continents, par la collectivité mondiale, car notre planète et la biodiversité sont un bien public mondial.

Contrairement aux conséquences de la crise financière sur certains pays de la zone

euro, où certains Etats ont refusé d'être solidaires avec les Etats les plus touchés, les accusant de n'avoir pas géré leurs budgets en bons pères de famille, les conséquences du changement climatique et de la crise sanitaire sont un problème global auquel il est indispensable d'apporter des solutions collectives qui dépassent les frontières des Etats.

Rendre la transition écologique gratuite

Il devient donc inéluctable d'envisager une solution alternative pour sortir à la fois du cercle vicieux de l'endettement et de la mort programmée de notre planète. Or, la meilleure façon de faire concorder ces objectifs se trouve dans une proposition que de plus en plus d'économistes et de députés tous bords politiques confondus commencent à envisager : annuler les dettes publiques en contrepartie d'investissements dans la transition écologique.

En pratique, la Banque centrale européenne (BCE) ne se contenterait plus d'alimenter le seul système bancaire et financier en rachetant des titres de dettes des Etats sans parvenir à relancer l'économie réelle ; mais elle renoncerait intégralement aux remboursements des dettes souveraines par les Etats en contrepartie d'investissements verts équivalents dans l'intérêt commun de l'ensemble des Européens.

Les Etats comme le Luxembourg, qui n'auraient pas eu recours à la BCE pourraient ainsi, eux aussi, bénéficier non seulement des retombées positives des efforts des autres Etats membres en faveur de la

protection du climat mais également du rachat par la BCE de titres de dette publique équivalents à ses efforts en faveur de la transition écologique.

Ce mécanisme permettrait de répondre simultanément à plusieurs doléances des partenaires sociaux :

1. Alléger l'endettement des Etats les plus impactés par la crise financière puis par la crise sanitaire ;
2. Éviter des restrictions budgétaires destructrices d'emploi, de croissance et à effet déflationniste ;
3. Mettre un terme au cercle vicieux de l'augmentation des dettes souveraines ;
4. Exclure, *de facto*, les investissements publics en faveur du développement durable du calcul des déficits publics ;
5. Doter la zone euro d'un véritable mécanisme de lutte contre les chocs asymétriques (chocs qui affectent de façon inégale certains Etats plus que d'autres) ;
6. Amorcer enfin le virage écologique et social qui n'est plus une option ou un courant politique mais une nécessité absolue.

Des propositions vertueuses et réalistes existent, mais pour les amorcer, encore faudrait-il que les décideurs aient le courage de faire passer l'intérêt des peuples et de notre planète au-dessus de l'intérêt économique de certains. L'espoir fait vivre... ou du moins survivre, pour un temps. ♦